

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'Afrique cherche des solutions à l'insécurité et aux migrations

Reunis depuis le 24 octobre dernier, dans le cadre du premier « Forum Most » des ministres du développement social pour les pays de l'Afrique centrale et le Nigeria, des enseignants et chercheurs, explorent des voies et moyens pour mieux appréhender les questions de l'insécurité et migrations en Afrique centrale ; leur impact sur les femmes et les jeunes.

D'autre part, on pourrait interroger la thématique autour « l'impact de l'insécurité et des migrations en Afrique centrale sur les femmes et les jeunes ». Est-ce possible ? De résumer par les Américains, en réalité, c'est dans les esprits, des dynamiques qui affectent la migration, les évolutions, les changements qui affectent la migration et aussi dans le cadre de nous les femmes les plus vulnérables comme les femmes et les jeunes lance un enseignant-chercheur. Selon lui, il est évident, qu'à l'origine, la migration est fondamentalement masculine. Les femmes y ont pris part dans le cadre de ce qu'on appelle les migrations d'accompagnement ; les enfants également ; parce qu'ils naissent à l'étranger ou, rejoignent leurs parents. De plus en plus, ces catégories-là, prennent l'initiative, elles mêmes, les jeunes décident de partir, une sorte d'évasion, liée à plusieurs raisons. Les femmes décident de partir parce que les budgets des ménages se réduisent plus et ce peuvent apporter les hommes à la maison est insuffisant. Il faut des revenus supplémentaires. On peut observer dans l'enseignement qu'on généralise pour les mobilités et les migrations, il y a de plus en plus, une participation des femmes et des jeunes lance Papa



Demba Fall

Il est à noter que l'Ursses a voulu saisir cette opportunité, en la combinant ici avec une dimension importante : l'insécurité chronique en Afrique centrale. Sécurité pour ce qui est des situations qui affectent les mobilités ; dans le cadre du Nord-Cameroun ; avec la secte Boko Haram qui interrompt et qui a un impact sur la mobilité ; mais en même temps, les gens qui sont obligés de trouver des stratégies pour contourner ces situations. D'un, le lien très étroit, entre la mobilité et la migration ; une dialectique inséparable. Dans cette inséparable dialectique entre mobilité et migration, il y a lieu de souligner le rôle quasi-prépondérant que tient pour l'insécurité qui, comme on le voit, est un enjeu majeur du forum. De fait en réalité, il s'agit de voir l'évolution des mouvements migratoires, et en particulier, ce qu'on appelle les migrations inséparables ; la question des réfugiés par exemple, qui est différente de la

migration de travail volontaire, les migrations provoquées par l'insécurité ; la région des grands lacs, à titre d'illustration. Il est question de souligner comment ces mouvements, cette insécurité agit sur le fait migratoire, le porteur et l'obligé à adopter plusieurs démarches.

Bâtir une Afrique intégrée

Les mécanismes de mise en œuvre du suivi du forum ministériel pour gérer au mieux les transferts sociaux en Afrique centrale, doivent se greffer sur la vision de l'Union africaine : « Bâtir une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par des citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale ». A ce sujet les pays africains doivent répondre de manière innovante à quatre défis majeurs ; soit en tirant les opportunités qu'ils représentent : croissance démographique, développement durable et croissance économique, transferts sociaux et gouvernance démocratique. A

ce sujet, l'une des questions préoccupantes qui jalonnent le 21^{ème} siècle, est la migration. Complexes et multidimensionnelles, les questions traversent aussi les sujets politiques et économiques. D'un, l'ambition, pour reprendre un usage élargi, de la nécessité de trouver à partir d'une revue critique de la littérature récente, un bilan des thèmes discutés et des connaissances sur les mobilités africaines et d'en extraire un aperçu des principaux enjeux et défis à relever en vue de faire des migrations, un facteur de développement durable.

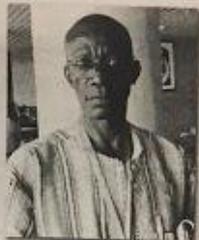
Au sujet de ces défis et enjeux migratoires et sécuritaires dans la sous-région Afrique centrale, la ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation (Mares) Dr Madeleine Tchainté, dont le département ministériel, est au cœur de l'organisation et de la tenue de ce forum, compte sur la diversité des nationalités ; prouve à ses yeux, de la pertinence des sujets abordés au rang desquels : l'immigration, la pauvreté, la sécurité alimentaire, les nouvelles réalités. Le thème du forum de Yaoundé « Insécurité et migration : l'impact sur les femmes et les jeunes », est très pertinent pour l'heure et le contexte, compte tenu de l'insécurité engendrée par le terrorisme et les guerres à travers le monde et dans la sous-région Afrique centrale en particulier. Les notions de groupe terroriste en particulier, les notions de groupes terroristes dans la sous-région, ont permis de souligner les personnes à l'encontre de pays voisins (Nigeria, Tchad, Mali), pour trouver refuge au Cameroun. Cet afflux a un impact en particulier sur les femmes et les jeunes qui constituent un groupe vulnérable - lance la ministre de la recherche scientifique et de l'innovation.

Souley ONDHOLO

PROF. PAPA DEMBA FALL

« Il faut une « ré-africanisation » de prise de décision sur les migrations »

Enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) et à l'Institut fondamental d'Afrique noire Ch. A. Diop, il a dans le cadre du forum, explore les enjeux et les défis des mobilités africaines au XXI^{ème} siècle. Papa Demba Fall parle de la nécessité d'une solidarité régionale ; d'une solidarité continentale, invite à un dialogue intercontinental, car à ses yeux, il y a lieu de savoir que les migrations, les mobilités seront d'abord des migrations continentales en Afrique.



personnes déplacées ; en raison de l'insécurité qui peut être multiforme. Nous pensons, pour l'avoir analysé dans le cadre de mon exposé, que les mobilités ont une dimension transnationale. Elles interpellent le ministre de l'Intérieur, gérant des problèmes de sécurité. Elles interpellent le ministre de la Santé publique, parce les migrants et les déplacés doivent être assistés, c'est un début de ce point de vue de l'action sociale ; elles interpellent le ministre des Affaires étrangères, parce que dans le cadre de la coopération intergouvernementale, il faut régler ces questions. Donc, le fait que la mobilité, soit une question transnationale, est une grande question. Surtout, qu'il arrive, que cette mobilité touche à tous les ministères ; de ce fait, on ne sait pas trop souvent, non qui fait quoi. Lorsque vous cherchez dans l'organigramme ministériel de Cameroun, où, sont logés tous les départements ministériels qui interviennent dans l'action migratoire, on verra bien que ce n'est pas un seul ministère. Même si l'on venait à créer

un seul ministère sur les questions de mobilité, celui là devrait travailler avec d'autres ministères. Il y a une collaboration obligatoire, nécessaire sur les questions de mobilité, entre les différents départements ministériels.

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation (Mares), Dr Madeleine Tchainté, a été désignée présidente du Forum ; mieux c'est son département ministériel qui est au cœur de la tenue de ce forum. Quel lien entre les questions migratoires, la mobilité, l'insécurité et la recherche ?

La vocation de la recherche, est de produire des outils qui aident à la prise des décisions. Le chercheur ne prend pas la décision ; le chercheur a pour mission d'éclairer l'action sur des questions aussi sensibles que celle-ci. C'est dire que les décisions sont des décisions politiques. On peut envisager, comme on a voulu le faire dans le cadre du « Most forum », de mieux documenter ces questions de mobilité ; d'appuyer les chercheurs dans la recherche, pour la production des connaissances ; il s'agit de cela en fait. Il faut encourager par la recherche fondamentale d'entraîner vers la production des connaissances ; qui implique une collaboration ; ce sont les politiques. Plus le fait, s'approprient ces résultats, c'est tant mieux ; plus on le fait plus, c'est représentatif. Chacun joue son rôle ; mais la partition entre les deux est nécessaire, importante entre les deux. Dans ce point de vue, le Dr Jacques Pansa Ndong, ministre camerounais de l'Enseignement supérieur, a été justement interpellé sur l'interaction de politique dans la prise de

décision. Nous pensons que le ministre Jacques Pansa Ndong a deux casquettes. Il est ministre politique ; il est également enseignant-chercheur ; c'est un collègue. Il comprend parfaitement les enjeux ; mais chacun est dans son rôle. Il comprend parfaitement ce qu'il y a lieu de faire ; il est parfaitement bien compris le sens de l'interpellation. Outre la diplomatie qui peut traverser les esprits, tous les politiques, les ministres ont compris qu'ils seront interpellés au premier chef. Ils le savent et le comprennent parfaitement.

Si au sortir de ce forum, il faut faire des recommandations, que pourriez-vous indiquer en tant que spécialiste et enseignant-chercheur ?

Si je suis de ma casquette de chercheur, sans rentrer dans l'indéfinissable politique, ce que je peux dire en tant qu'Africain interpellé par ces questions de mobilité et d'insécurité, je peux dire, j'ai l'impression que c'est la nécessité d'une solidarité régionale ; d'une solidarité continentale. J'ai longuement appelé qu'il faut qu'un acte, que les migrations, les mobilités soient d'abord des migrations continentales en Afrique, que le dialogue doit se faire à ce niveau. Il appartient aux États parties, de renouer une parole de leur coopération ; pour s'ouvrir à l'autre. En réalité, l'on peut parler de coopération, s'il y a des décisions par le fait. On a des exemples qui peuvent comment les propres pouvoirs dialoguer, au-delà des frontières. Mon appel est un appel à une sincère coopération africaine. Un appel à la « ré-africanisation » de la production des connais-

sances sur les mobilités ; la « ré-africanisation » de la prise de décision sur les migrations ; de la vision que nous devons avoir, en matière de migration. Je crois que le temps est révolu ou en dépendait essentiellement de l'Europe ; dès qu'un pays d'émigration, l'on voyait et pensait à l'Europe ; à l'Occident. Je renvoie le terme de mobilité, parce que, la mobilité s'observe sous toutes ses formes, interne, externe. Les gens viennent en ville avant d'aller à l'étranger ; il faut en amont comprendre le phénomène, avant d'aller voir plus loin. Je crois que les autorités en Afrique doivent bien envisager les politiques de migration, les politiques de mobilité sous le prisme de l'intégration sous-régionale, régionale, continentale, doivent être prises en compte. Jusqu'à, la migration et la mobilité des personnes est la pierre de touche de ce qu'on appelle la globalisation ; on parle de la mobilité des biens ; il faut vendre des produits et vendre les capitaux ; mais quand les hommes veulent bouger, on ne s'en occupe plus. On s'y oppose. Il y a lieu de se battre contre certains freins au niveau de la mobilité des personnes dans certaines frontières. Si on veut entrer dans les détails sur les décisions que l'on veut prendre, je dirais, à une échelle principalement africaine, locale, régionale, ces décisions doivent au sein de la communauté internationale, pour régler ces questions à un niveau plus haut, plus proche des communautés qui sont impliquées et débattant sur ces questions de mobilité.

Réalisé par Souley ONDHOLO